



## **Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile**

### **Procès-verbal de la réunion du 26 février 2022**

#### Ordre du jour :

Entrevue avec le Ministre des Affaires étrangères et européennes sur la situation actuelle en Ukraine

\*

Présents : Mme Simone Beissel, Mme Djuna Bernard, M. Yves Cruchten, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Stéphanie Empain, M. Paul Galles, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Fernand Kartheiser, M. Fred Keup, M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch, Mme Nathalie Oberweis, Mme Viviane Reding, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

M. Marc Angel, M. Christophe Hansen, Mme Tilly Metz, Mme Isabel Wiseler-Santos Lima, membres du Parlement européen

Mme Semiray Ahmedova, Mme Martine Hansen, Mme Jessie Thill, observateurs

Mme Rita Brors, Mme Elisabeth Funk, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Lydie Polfer

M. Charles Goerens, Mme Monica Semedo, membres du Parlement européen

\*

Présidence : M. Yves Cruchten, Président de la Commission

\*

### **Entrevue avec le Ministre des Affaires étrangères et européennes sur la situation actuelle en Ukraine**

Le Ministre des affaires étrangères et européennes fait savoir que la guerre en Ukraine est entrée dans une phase décisive, se concentrant sur la capitale Kiev. Le Président ukrainien

a affirmé ne pas vouloir poser les armes. Dans le cas où la Russie envahissait Kiev, la situation changerait complètement, car il ne s'agirait plus d'occuper des parties du Donbass, mais de l'Ukraine dans son ensemble. Les Ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont constaté, lors de la réunion de la veille, que le Donbass ne semble avoir été qu'un prétexte pour le Président russe d'envahir toute l'Ukraine. Le but sera probablement d'instaurer un gouvernement de marionnettes pro-russe. Or, le Président Poutine n'avait pas prévu une contre-attaque aussi forte de l'Armée ukrainienne. Il semble être prêt à utiliser tous les moyens, y inclus des armes nucléaires.

Les Ministres des affaires étrangères de l'UE ont adopté un nouveau paquet de sanctions. Une liste afférente sera envoyée aux députés par e-mail. Les nouvelles sanctions touchent en premier lieu les secteurs du transport et des infrastructures, mais aussi les avoirs des oligarques ainsi qu'une limitation de transactions financières (obligations et bonds). Dans le secteur de l'énergie, l'UE ne livre plus d'équipement ni de la technologie aux raffineries russes. Les avions de fabrication européenne ou américaine sont bloqués, les pièces de rechange n'étant plus livrées en Russie. Les exportations sont contrôlées. L'UE a instauré l'obligation de visa pour les diplomates russes et a étendu la liste des personnes sanctionnées. Les membres de la Douma y figurent désormais tous. Les avoirs des acteurs impliqués dans la guerre contre l'Ukraine sont gelés. L'exclusion de la Russie du système SWIFT ne figure pas encore dans ce paquet de sanctions, mais les discussions afférentes sont en cours. Le Luxembourg est en faveur de toutes les sanctions décidées au niveau européen.

Le Luxembourg veille à pouvoir maintenir ses diplomates à Moscou. Une fermeture de l'ambassade aurait des conséquences pour le personnel local et sur le flux d'information. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes a convoqué l'ambassadeur russe à Luxembourg à une entrevue, et lui a fait part de sa déception sur les agissements et les mensonges russes.

Une implication directe des Etats membres de l'UE ou de l'OTAN dans la guerre en Ukraine rendrait la situation incontrôlable. La Russie en est bien consciente et en tire le profit.

A l'heure actuelle, le Ministère des Affaires étrangères et européennes est en contact avec 57 personnes désireuses de quitter l'Ukraine pour venir au Luxembourg, dont 19 personnes de nationalité luxembourgeoise et 38 Ukrainiens dont des membres de la famille vivent au Luxembourg. Les services du MAE se préparent aussi à l'accueil d'autres réfugiés ukrainiens.

### Débat

Le Ministre répond aux questions des députés. Les éléments suivants en peuvent être retenus.

Il y a des initiatives visant à exclure la Russie du Conseil de l'Europe. Le Belarus n'y fait pas partie.

Les entreprises étatiques russes figurent tous sur la liste des sanctions. Il n'est pas possible d'interdire au Ministre Lavrov d'entrer en UE, d'importantes négociations multilatérales incluant la Russie se déroulant au cours de la semaine prochaine à Vienne.

L'exclusion de la Russie du système SWIFT est en discussion au niveau européen. Cette sanction pourra éventuellement figurer dans un troisième paquet de sanctions.

Les services du MAE impliqués à l'aide aux personnes voulant quitter l'Ukraine ont été renforcés.

Une fermeture totale de l'espace aérien européen pour les avions russes n'a pas figuré dans la proposition du deuxième paquet de sanctions. Certains Etats membres ont déjà fermé leur espace aérien. Pour le Luxembourg, il ne ferait pas de sens d'entreprendre une telle démarche sans que les pays limitrophes s'y associent. Il n'est pas exclu que l'UE prenne une décision afférente à l'occasion d'un troisième paquet de sanctions.

Il n'y a pas de moyens légaux pour interdire aux ressortissants de l'UE de continuer à siéger dans des conseils d'administration de sociétés privées russes. Le Ministre Asselborn espère que les Luxembourgeois étant dans ce cas agissent en conséquence et prennent les bonnes décisions.

Selon les informations de l'Ambassadeur luxembourgeois à Moscou, les manifestants en Russie contre la guerre en Ukraine sont plutôt jeunes. L'Etat russe réagit avec des répressions. Entre 200 et 300 manifestants ont été arrêtés à St. Pétersbourg. Selon un sondage officiel, 73% de la population soutiendraient Poutine. Environ 450.000 Russes ont signé des appels contre la guerre.

Plusieurs Etats membres de l'UE ont expulsé des diplomates russes. Le Luxembourg ne l'a pas encore fait. La Russie réagirait immédiatement avec l'expulsion des diplomates luxembourgeois de la Russie.

La Russie s'est déclarée prête à négocier avec une délégation ukrainienne à Minsk. Le Président ukrainien préfère Varsovie comme lieu de rencontre. Les négociations porteraient entre autres sur le statut de neutralité de l'Ukraine. Or, un tel statut ne peut pas être octroyé par un pays à un autre. Dans le cas où la Russie contrôlerait l'Ukraine dans son ensemble et installerait un régime pro-russe, la neutralité serait sans doute proclamée.

Les positions de la Chine et de l'Inde qui se sont abstenus au sein des Nations Unies sont analysées pour évaluer l'influence sur d'autres pays.

Du point de vue militaire, seule l'OTAN peut garantir la sécurité de ses membres.

La fermeture de comptes bancaires détenus par des Russes auprès des banques européennes impliquerait des procédures complexes. Au niveau européen, cette mesure n'a pas encore été discutée. Parmi toutes les possibilités de sanctions, l'UE met l'accent sur ceux qui sont les plus ciblées et touchent en premier lieu les décideurs et les gens proches du régime de Poutine. Il faudra mettre en œuvre des sanctions efficaces soutenues par tous les Etats membres.

Luxembourg, le 28 février 2022

**Procès-verbal approuvé et certifié exact**